



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation d'une grande installation de combustion située rue Franz Joseph Strauss à Blagnac

013

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.515-70 à R.515-73 ;

Vu la directive n° 2003/87/CE du 13/10/03 modifiée établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive n°96/61/CE du Conseil ;

Vu la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les grandes installations de combustion (BREF LCP) ;

Vu l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 modifié autorisant la société ELYO MIDI Océan à exploiter divers installations situées rue Franz Joseph Strauss à Blagnac ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 4 mars 2003 à la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mai 2007 imposant à la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES – ZAC Aéroconstellation à Blagnac, la réalisation d'une étude de réduction des émissions des composés azotés dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère (P.P.A.) de l'agglomération toulousaine ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juillet 2008 relatif à la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES Centre technique – rue Franz Joseph Strauss à Blagnac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mars 2016 Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération toulousaine révisé (2016-2020) ;

Vu la lettre préfectorale en date du 3 décembre 2014 actant du classement des installations exploitées par la société Constellation Utilités Services (rubrique 2921) ;

Vu la lettre préfectorale en date du 7 octobre 2016 actant du classement des installations exploitées par la société Constellation Utilités Services (rubriques 3110 et 2910) ;

Vu le dossier de réexamen déposé par la société Constellation Utilités Services le 23 août 2018 en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de base déposé par la société Constellation Utilités Services le 23 août 2018 ;

Vu les compléments transmis par la société Constellation Utilités Services le 16 octobre 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection en date du 8 décembre 2021 ;

Considérant que le groupe d'appareils de combustion constitué de 2 chaudières gaz et une turbine à gaz est exploité par un même exploitant et situé sur un même site et que dès lors il y a lieu de considérer ce groupe d'appareils de combustion comme une installation de combustion unique ;

Considérant qu'il n'y a aucune modification des chaudières actuellement en place et régulièrement mises en service et que le remplacement des deux turbines à gaz, de 18,5 MW chacune, qui alimentaient chacune une ligne de cogénération par une seule turbine à gaz de 35,2 MW alimentant ainsi les 2 lignes de cogénération n'est pas de nature à entraîner une augmentation significative des dangers et inconvénients de l'installation ;

Considérant que suite au réexamen des prescriptions dont est assorti l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 30 août 2002 modifié susvisé, il y a lieu de les actualiser pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 du code de l'environnement ;

Considérant que l'installation de combustion susvisée est située dans un territoire concerné par un plan de protection de l'atmosphère et que, dès lors, des valeurs limites d'émissions plus contraignantes que celles de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé sont recommandées, en tenant compte des performances de l'installation ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société Constellation Utilités Services à Blagnac par lettre du 13 décembre 2021, notifiée le 20 décembre 2021 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société Constellation Utilités Services à Blagnac n'a pas émis d'observation dans le délai accordé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} – La société Constellation Utilités Services dont le siège social est situé à Canéjan (33612), 18 rue Thomas Edison, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 modifié et des arrêtés préfectoraux complémentaires des 14 mai 2007 et 29 juillet 2008 susvisés et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Blagnac, rue Franz Joseph Strauss, les installations détaillées dans les articles suivants.

Art. 2. – Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 modifié susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des installations	Nature de l'installation	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	1 chaudière (n°2) GN de puissance unitaire 30 MW 1 chaudière (n°1) mixte GN/FOD de puissance unitaire 30 MW 1 turbine à gaz de puissance 35,2 MW 2 brûleurs complémentaires de puissance unitaire de 8,4 MW Puissance totale : 112 MW	A
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	2 tours fermées de puissance unitaire 1300 kW	D
4734-2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	3 cuves de 100 m³ chacune Tonnage : 52,8 t	D

A (autorisation), D (déclaration)

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux grandes installations de combustion.

Art. 3. – Prescriptions relatives à l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R.229-5 du code de l'environnement :

Activité	Seuil	Puissance	Gaz à effet de serre concerné
Combustion	20 MW	1 chaudière mixte GN/FOD de puissance unitaire 30 MW (n°1) 1 chaudière GN de puissance unitaire 30 MW (n°2) 1 turbine à gaz (TAG) de puissance 35,2 MW 2 brûleurs complémentaires de puissance unitaire de 8,4 MW	Dioxyde de carbone

Cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L.229-6 du code de l'environnement au titre de la directive n°2003/87/CE du 13/10/2003 modifiée.

L'exploitant informe le préfet de tout changement prévu en ce qui concerne la nature, le fonctionnement de l'installation, ou toute extension ou réduction importante de sa capacité, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre ainsi que de la date prévisible à laquelle auront lieu les changements.

Art. 4. – Prescriptions modificatives relatives à la cessation d'activité

Les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 modifié susvisé relatives à la cessation d'activité sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 14 - Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base (réf. 797820-7145341-4 V0 du 16 août 2018). »

Art. 5. – Management environnemental

L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- la planification et la mise en œuvre des procédures nécessaires, prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - contrôle efficace des procédés ;
 - gestion des modifications.

Art. 6. – Installations de combustion

Le point 3.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 modifié relatives aux conduits et installations raccordées est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

« 3.4 Installations de combustion

Les installations thermiques entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 susvisé doivent satisfaire les dispositions dudit arrêté. »

Art. 7. – Gestion des périodes OTNOC

Comme explicité dans le guide pratique "Installations de combustion", établi par la FEDENE et le GIMELEC en avril 2021, les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC (*Other Than Normal Operating Conditions*)) qui concernent la présente installation de combustion sont :

- les périodes de démarrage et d'arrêt, visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié ;
- les indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel ;
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions;
- les périodes d'essai, de réglage ou d'entretien après réparation des moteurs.

L'exploitant établit et tient à jour une note qui explique le fonctionnement normal de ses installations.

Les périodes de démarrage et d'arrêt de l'installation sont définies au moyen des seuils de charge suivants :

Appareils	Chaudière 1	Chaudière 2	Turbine à gaz
Puissance	6,5 MWth	6,5 MWth	0,5 MWélec
Seuils de charge (minimum technique)	25 %	25 %	5,00 %

Les phases de démarrage et d'arrêt de la turbine à gaz sont considérées comme négligeables.

L'exploitant établit et tient à jour un plan de gestion des périodes OTNOC.

Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les périodes OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;
- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;
- une évaluation périodique des émissions globales lors de périodes OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

La surveillance peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le suivi de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'un relevé précis des émissions effectué au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de ce relevé étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.

Art. 8. – Utilisation rationnelle de l'énergie

L'exploitant met en place un système de management de l'énergie.

L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations indiquant a minima à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par équipement ;
- l'énergie électrique produite ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

L'exploitant fait réaliser, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement d'un appareil, un test de performance à pleine charge est réalisé afin de déterminer le rendement thermique de l'appareil modifié. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée.

La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.

Art. 9. – Conduits et installations raccordées

Le tableau du point 3.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 modifié relatives aux conduits et installations raccordées est remplacé par le tableau suivant :

N° de conduit	Unités raccordées - Modèle	Hauteur minimale (m)	Diamètre maximal (m)	Puissance en MW	Combustible
Conduit 1	Chaudière n°1 (marque LEROUX et LOTZ - 2003)	22	1,5	30	Gaz naturel (FOD en période d'effacement du gaz)
Conduit 2	Chaudière n°2 (marque LEROUX et LOTZ - 2003)	22	1,5	30	Gaz naturel
Conduit 3	Turbine à gaz (TAG) (modèle CENTRAX CX 400)	22	1,4	35,2	Gaz naturel
Conduit 4		22	1,4		

Les 4 conduits sont supportés par 4 cheminées distinctes.

Art. 10. – Valeurs limites des concentrations de polluants rejetés dans les rejets atmosphériques

L'annexe II de l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 modifié relative aux valeurs limites et à la surveillance des rejets dans l'air est abrogée et remplacée par :

« Débit réel des fumées :

- Générateurs gaz :
 - Générateur 1 : 35 000 Nm³/h ;
 - Générateur 2 : 35 000 Nm³/h ;
- Turbine à gaz avec post-combustion :
 - conduit n°3 : 67 000 Nm³/h ;
 - conduit n°4 : 67 000 Nm³/h
- Vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée :
 - > 8 m/s (générateurs gaz et turbine à gaz) à allure nominale

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 % dans le cas des chaudières gaz, et de 15 % dans le cas de la turbine.

Chaudière 1			
Paramètre	Concentration		
	journalière	mensuelle	annuelle
NO _x	110 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³
CO	110 mg/Nm ³	100mg/Nm ³	100 mg/Nm ³

Chaudière 2			
Paramètre	Concentration		
	journalière	mensuelle	annuelle
NO _x	110 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³
CO	110 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³

Turbine à gaz			
Paramètre	Concentration		
	journalière	mensuelle	annuelle
NO _x	55 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³
CO	95 mg/Nm ³	85 mg/Nm ³	85 mg/Nm ³

Conformément à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié, les valeurs limites d'émission à respecter en moyenne mensuelle concernant les paramètres SO₂ et poussières sont :

- Chaudière au gaz naturel :
 - SO₂ : 35 mg/Nm³
 - poussières : 5 mg/Nm³
- Turbine à gaz au gaz naturel :
 - SO₂ : 10 mg/Nm³
 - poussières : 10 mg/Nm³

Pour les autres polluants réglementés non repris dans le présent arrêté (HAP, COVNM, métaux et dioxines et furanes), les valeurs limites en concentration applicables sont celles de l'arrêté ministériel sectoriel en vigueur (à la date de notification du présent arrêté : arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé).

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 %
- SO₂ : 20 %
- NO_x : 20 %
- Poussières : 30 %

Concernant la chaudière n°1, les valeurs limites à respecter en cas de fonctionnement de secours au FOD sont les suivantes :

Chaudière 1 (générateur FOD)			
Paramètre	Concentration		
	journalière	mensuelle	annuelle
NO _x	165 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³
CO	110 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³

Art. 11. – Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Flux maximum en tonnes par an
Dioxyde de soufre	27 t/an
Oxydes d'azote	270 t/an
Poussières	8 t/an
Monoxyde de carbone	108 t/an

Art. 12. – Surveillance des rejets atmosphériques

Les dispositions de l'arrêté ministériel sectoriel en vigueur sont applicables à l'établissement (à la date de notification du présent arrêté : articles 23 à 36 de arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé).

Les concentrations en NO_x et en CO dans les gaz résiduaire sont mesurées en continu dans les quatre conduits.

La concentration en poussières dans les gaz résiduaire est mesurée en continu dans le conduit de la chaudière mixte gaz/FOD n°1.

Pour les autres installations de l'établissement, une mesure semestrielle des poussières dans les gaz résiduaire est réalisée.

Les concentrations en SO₂ sont mesurées semestriellement et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux sont mesurées trimestriellement dans les quatre conduits.

Les concentrations en COVNM, en formaldéhyde, en HAP et en métaux dans les gaz résiduaux sont mesurées trimestriellement dans les quatre conduits.

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues ci-dessus par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Art. 12. – Conditions de respect des valeurs limites

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission mensuelles fixées dans le présent arrêté ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission journalières fixées dans le présent arrêté ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles fixées dans le présent arrêté.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 10 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 13. – Mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

Art. 14. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 15. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 16. – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Art. 17. – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Blagnac et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Blagnac pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 18. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Blagnac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Constellation Utilités Services.

Fait à Toulouse, le 10 FEV. 2022

Pour la Préfecture
et par délégation
Le Secrétaire Général
Denis COLAGNON

